



Français, comptez-vous !

Depuis 1801, date du premier, jusqu'à 1999, date du dernier, vingt-huit recensements ont eu lieu dans l'Hexagone. L'analyse régulière des résultats permet de raconter, d'une autre façon, l'Histoire de France et de sa population.

par **Frédéric de Monicault**

La France et sa population, une aventure tumultueuse. L'histoire démographique de notre pays, du premier recensement officiel de 1801, à nos jours, décrit tout sauf une courbe linéaire. Au contraire, la trajectoire qui conduit le pays à passer de moins de 28 millions d'habitants sous la Révolution à un plus de 60 millions (départements d'outre-mer compris) à l'aube du troisième millénaire, est particulièrement accidentée. Parmi les éléments de ce relief, l'exode rural, les saignées des deux guerres mondiales ou encore les vagues d'immigration ont largement contribué à façonner le paysage démographique français.

Pour le caractériser, les recensements n'ont pas toujours été aussi fiables qu'aujourd'hui : « Après la Première Guerre mondiale, on peut parler d'une véritable couverture globale du territoire et plus seulement de simples enquêtes administratives, commente Jacques Vallin, directeur de recherches à l'Institut national des études démographiques (Ined), en même temps, la perception de l'état civil



Des résultats affinés

Jusqu'à Bonaparte, le recensement se faisait avec les registres paroissiaux. On comptait les foyers et non les individus.

de la part des citoyens s'affine. Ils se montrent notamment de plus en plus précis sur leur âge. »

Le dépeuplement des campagnes, élément déterminant de la mutation démographique française, débute en réalité

vers le milieu du XVIII^e siècle. Davantage qu'un exode rural, il s'agit d'une transition entre la France rurale traditionnelle et la France industrielle d'aujourd'hui.

Ce phénomène s'accélère durablement entre 1850 et la Première Guerre mondiale. Les villes industrielles sont les premières à en bénéficier, comme Saint-Etienne, qui passe de 56 000 à 149 000 habitants, ou Roubaix, qui progresse de 35 000 à 123 000. Parallèlement, l'augmentation des grandes villes administratives ou commerciales est notable, quoique plus atténuée : Bordeaux passe par exemple de 131 000 à 262 000.

Quant à Paris (partie prenante du département de la Seine jusqu'au recensement de 1968), la barre du million d'habitants est officiellement franchie en 1841 avec précisément 1 194 603 âmes. Celle des 2 millions en 1866 (2,1), des 3 millions en 1891 (3,1), des 4 millions en 1911 (4,1), celle enfin des 5 millions en 1954.

Paris toujours à la baisse

Circonscrite – statistiquement – aux vingt arrondissements à partir de 1968, Paris compte alors 2,590 millions d'habitants. Depuis, sa population n'a cessé de décroître, au gré de chaque recensement, de plusieurs dizaines de milliers de personnes, pour atteindre 2,110 millions en 1999 – lors du dernier relevé. La banlieue se développe pour sa part à un rythme supérieur à celui de la capitale, et ce dès le milieu du XIX^e siècle. Avant la guerre, Boulogne-Billancourt, avec plus de 50 000 habitants, présente toutes les caractéristiques d'une ville à part entière. Après 1930, le processus de désertification des campagnes entre dans une phase définitive. Des foyers importants de population rurale comme la Bretagne, le Massif central ou encore certaines vallées alpines, se vident à vitesse accélérée. Parmi les départements victimes de cette fuite inexorable, la Lozère : elle ne comptait plus que 72 814 habitants en 1990, contre 144 705, un siècle auparavant. Et que dire de la Creuse ? Près de 300 000 recensés en 1851, à peine plus de 200 000 en 1936 et moins de 125 000 aujourd'hui.





L'axe PLM

Les trois régions les plus peuplées de France sont bien évidemment l'Île-de-France avec Paris, le Rhône avec Lyon et les Bouches-du-Rhône avec Marseille. Elles rassemblent plus de 23 millions d'habitants. Depuis 1801, leur population a respectivement été multipliée par 7, par 4 et par 5.

VII

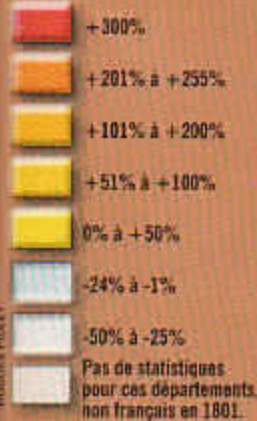
L'exode rural

En deux siècles, une vingtaine de départements de métropole ont vu leur population diminuer de 3% pour la Nièvre, par exemple, mais de plus de 40% pour la Creuse et la Lozère. La ville d'Antibes compte à elle seule autant d'habitants que la Lozère: environ 73 400.

L'appel du large

A l'exception de la Haute-Garonne, les départements qui connaissent un taux d'augmentation de leur population dans la moyenne nationale sont situés en bord de mer... de préférence Méditerranée

Evolution démographique (1801-1999)



La France au 21^e rang mondial

Au dernier recensement de 1999, la métropole comptait 58 519 000 habitants. A ce chiffre s'ajoutaient les 1 666 000 habitants des départements d'outre-mer qui permettaient à la France de franchir le cap des 60 millions d'habitants, 60 185 000 précisément. En métropole, les moins de 20 ans représentent 25,7% de la population, les 20 à 59 ans, 53,9% et les 60 ans et plus 20,4%. Par sa population, la France métropolitaine se situe au 21^e rang mondial et au 3^e rang parmi les pays de l'Union européenne.



La croissance urbaine qui en résulte dépend au premier chef de la Révolution industrielle. La Loire par exemple passe de 290 000 habitants environ en 1801 à près de 600 000 en 1881. La forte activité minière autour de Saint-Etienne contribue pour beaucoup à ce triplement en moins d'un siècle. Dans la même perspective, la Moselle gagne plus de 160 000 habitants supplémentaires entre 1872 et 1911, pour franchir la barre des 650 000. Cette tendance s'inverse quand les industries en question périclitent. A compter des années 1970, même si la lame de fond est antérieure, le Nord et l'Est du pays pâtissent sur le plan démographique de la double crise du charbon et de la sidérurgie.

Depuis l'origine, l'essor économique s'accompagne en France de vagues d'immigration. « Le phénomène est ancré de longue date, car contrairement à d'autres pays européens, la France n'a pas connu de brutale transition démographique, cette période pendant laquelle la diminution sensible de la mortalité et la progression de la natalité se traduisent par une explosion de la population, souligne



Jacques Vallin, cette nécessité d'importer de la main-d'œuvre a donc toujours figuré en toile de fond. »

3 millions d'étrangers en 1930

Concrètement, l'immigration en France a souvent fonctionné en accordéon, en vertu des besoins de l'industrie. Cet appel aux travailleurs étrangers s'est notam-

ment intensifié après la Première Guerre mondiale, quand il a fallu remplacer une génération décimée. Le nombre des étrangers en France passe alors de 1,160 million en 1911 à 3 millions en 1930 (au recensement de 1999, on en compte 3,263 millions). Il permet de contrebalancer des pertes militaires qui atteignent 1,3 million de morts ou disparus. Une sai-

Départements	1801	1999	Départements	1801	1999
01 Ain	297 071	514 719	25 Drôme	235 357	436 477
02 Aisne	425 981	534 830	27 Eure	402 796	540 045
03 Allier	248 864	344 619	28 Eure-et-Loir	257 793	407 398
04 Alpes-de-Haute-Provence	133 966	139 615	29 Finistère	439 046	852 162
05 Hautes-Alpes	112 500	120 018	30 Gard	300 144	622 328
06 Alpes-Maritimes	(1)	1 007 732	31 Haute-Garonne	339 574	1 046 244
07 Ariège	266 656	285 967	32 Gers	257 609	171 942
08 Ardennes	259 925	290 011	33 Gironde	502 723	1 284 771
09 Ariège	196 454	137 211	34 Hérault	275 449	896 030
10 Aube	231 455	291 840	35 Ille-et-Vilaine	468 846	866 726
11 Aude	225 228	309 557	36 Indre	205 628	231 088
12 Aveyron	318 340	263 329	37 Indre-et-Loire	268 924	553 877
13 Bouches-du-Rhône	285 012	1 832 622	38 Isère	435 888	1 091 105
14 Calvados	451 836	647 520	39 Jura	288 151	250 467
15 Cantal	220 304	150 563	40 Landes	224 272	327 055
16 Charente	299 029	338 970	41 Loir-et-Cher	209 957	314 559
17 Charente-Maritime	399 162	556 394	42 Loire	290 903	728 016
18 Cher	217 785	314 284	43 Haute-Loire	229 773	209 045
19 Corrèze	243 654	232 197	44 Loire-Atlantique	369 305	1 132 024
20 Corse	163 896	256 000	45 Loir-et	266 050	617 176
21 Côte-d'Or	340 500	506 807	46 Lot	261 207	159 660
22 Côtes-d'Armor	504 303	541 307	47 Lot-et-Garonne	298 940	305 199
23 Creuse	218 041	124 497	48 Lozère	126 503	73 481
24 Dordogne	409 475	387 612	49 Maine-et-Loire	375 544	732 455
25 Doubs	216 226	498 186	50 Manche	530 631	481 512



ALEXANDRA BOULATIER

Des apparences trompeuses

Salers (à gauche), dans le Cantal, a perdu près de 10 % de sa population entre 1990 et 1999, passant de 440 à 404 habitants. Malgré la foule des Champs-Élysées, Paris a aussi perdu en effectifs : 2,1 millions en 1999, pour 2,8 en 1962.

gnée unique en son genre, car si l'on excepte les deux années 1854-1855 marquées par un léger excédent de décès (dû à la guerre de Crimée, à une épidémie de choléra et à une mauvaise récolte), le

pays s'est toujours inscrit dans une dynamique démographique positive. Après avoir reflué avec la crise économique des années 1930, l'immigration connaît un nouveau développement

après la Libération, avec la nécessité de reconstruire le pays, phénomène prolongé par les trente glorieuses. *À contrario*, depuis les années 1970, on observe un très net repli. D'une manière générale, ces immigrés de première, deuxième ou troisième génération se sont souvent fixés dans les banlieues des grandes villes industrielles et commerciales.

Tout au long de ces deux siècles, l'évolution de la population en France a dû également intégrer un certain nombre de données structurelles. « Ainsi le croissant nord du pays, qui comprend notamment la Bretagne, l'Alsace et le Nord-Pas-de-Calais, se distingue par une fécondité et une mortalité traditionnellement plus élevées que la zone située au sud de la Loire », précise encore Jacques Vallin. Autant d'éléments, qui, conjugués aux autres, accroissent la spécificité démographique française, marquée entre 1946 et 1964 par un long baby-boom.

Une telle accélération est désormais révolue, même si, selon les chiffres de l'Ined, la France a enregistré en 1999 le chiffre record de 744 000 naissances, bien loin toutefois des 848 000 de 1970. ■

Départements	1801	1999	Départements	1801	1999
51 Marne	304 651	564 824	79 Deux-Sèvres	241 916	343 541
52 Haute-Marne	226 655	194 721	80 Somme	499 453	556 145
53 Mayenne	305 654	285 310	81 Tarn	270 908	342 364
54 Meurthe-et-Moselle	338 115	712 779	82 Tarn-et-Garonne (ap. 1808)	228 000	205 792
55 Meuse	269 522	192 112	83 Var	271 703	893 642
56 Morbihan	401 215	642 834	84 Vaucluse	191 421	500 882
57 Moselle	348 141	1 022 806	85 Vendée	243 426	539 362
58 Nièvre	232 590	225 002	86 Vienne	240 990	398 299
59 Nord	765 001	2 549 805	87 Haute-Vienne	245 150	353 444
60 Oise	350 854	765 011	88 Vosges	308 920	380 461
61 Orne	395 738	291 608	89 Yonne	520 596	333 014
62 Pas-de-Calais	505 615	1 440 382	90 Territoire-de-Belfort (ap. 1871)	(1)	137 382
63 Puy-de-Dôme	507 128	602 978	75 Paris (av. 1964)	631 585	2 116 521
64 Pyrénées-Atlantiques	355 573	598 241	91 Essonne (ap. 1955)	(2)	1 132 869
65 Hautes-Pyrénées	174 741	222 025	92 Hauts-de-Seine (ap. 1967)	(2)	1 422 651
66 Pyrénées-Orientales	110 732	392 020	93 Seine-Saint-Denis (ap. 1967)	(2)	1 381 952
67 Bas-Rhin	450 238	1 023 636	94 Val-de-Marne (ap. 1965)	(2)	1 222 915
68 Haut-Rhin	303 773	706 225	95 Val-d'Oise (ap. 1965)	(3)	1 102 821
69 Rhône	299 390	1 575 231	77 Seine-et-Marne	299 160	1 192 932
70 Haute-Saône	291 579	229 562	78 Yvelines (3)	421 535	1 352 766
71 Saône-et-Loire	452 623	544 502			
72 Sarthe	388 143	529 366			
73 Savoie (3)	(3)	372 380			
74 Haute-Savoie (1)	(1)	630 794			
76 Seine-Maritime	609 843	1 237 348			

(1) Ces départements n'existaient pas encore en 1801.

(2) Ces départements formaient en 1801, avec Paris, le département de la Seine.

(3) Départements de l'ancienne Seine-et-Oise. L'Île-de-France a été redécoupée en 1964.

Sources pour tableaux : www.sref.fr. Résultats officiels : www.insee.fr ou www.ined.fr